



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GARD

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°30-2018-001

PUBLIÉ LE 2 JANVIER 2018

# Sommaire

## Préfecture du Gard

30-2017-12-29-015 - arrêté donnant délégation de signature à Mme Monique FEGER déléguée du préfet dans les quartiers Sabatot ZUS et Centre ancien de la commune de Saint-Gilles, quartier Les Costières de la commune de Vauvert, quartiers La Moulinelle et Centre ancien de la commune de Beaucaire (2 pages)	Page 3
30-2018-01-02-005 - arrêté donnant délégation de signature à M. Thierry DOUSSET, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet (4 pages)	Page 6
30-2017-12-29-018 - arrêté donnant délégation de signature à M. Didier Jaffiol délégué du préfet dans l'arrondissement d'Alès (2 pages)	Page 11
30-2018-01-02-002 - arrêté donnant délégation de signature à M. François LALANNE, Secrétaire Général de la Préfecture du Gard (2 pages)	Page 14
30-2018-01-02-004 - arrêté donnant délégation de signature à M. Gilles BERNARD, sous-préfet du Vigan (8 pages)	Page 17
30-2018-01-02-003 - arrêté donnant délégation de signature à M. Olivier DELCAYROU, sous-préfet d'Alès (9 pages)	Page 26
30-2017-12-29-019 - arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Michaël PULCI, délégué du préfet dans les quartiers situés dans les communes de Bagnols-sur-Cèze (quartiers Escanoux – Coronelle – Citadelle – Vigan Braquet), de Pont Saint Esprit quartier Centre ancien) et d'Uzès (quartier prioritaire d'Uzès) (3 pages)	Page 36
30-2017-12-29-017 - arrêté donnant délégation de signature à Madame Michèle Añel-Dios, déléguée du Préfet dans les quartiers Pissevin et Valdegour à Nîmes (2 pages)	Page 40
30-2017-12-29-016 - arrêté donnant délégation de signature à Mme Yasmine FONTAINE déléguée du Préfet dans les quartiers Chemin Bas d'Avignon, Mas de Mingue, Clos d'Orville, Gambetta Richelieu, les Oliviers, Route de Beaucaire, Nemausus-Jonquille-Haute Magaille à Nîmes (3 pages)	Page 43
30-2018-01-02-001 - arrêté portant délégation de signature aux membres du corps préfectoral durant les permanences (3 pages)	Page 47

Préfecture du Gard

30-2017-12-29-015

arrêté donnant délégation de signature à Mme Monique  
FEGER déléguée du préfet dans les quartiers

Sabatot ZUS et Centre ancien de la commune de

*arrêté donnant délégation de signature, à Mme Monique FEGER déléguée du préfet dans les*  
**Saint-Gilles,**  
*quartiers*

*Sabatot ZUS et Centre ancien de la commune de Saint-Gilles,*  
**quartiers Les Costières de la commune de Vauvert,**

*quartier Les Costières de la commune de Vauvert,*  
**quartiers La Moulinelle et Centre ancien de la commune de**  
*quartiers La Moulinelle et Centre ancien de la commune de Beaucaire*

**Beaucaire**



PRÉFET DU GARD

Préfecture

Direction de la citoyenneté  
et de la légalité

Bureau de la coordination  
administrative interministérielle  
Réf. : DCL-BCAI

Nîmes, le 29 décembre 2017

## **ARRETE n° DL-2017-12-29-01**

**donnant délégation de signature à Mme Monique FEGER,  
déléguée du Préfet dans les quartiers  
Sabatot ZUS et Centre ancien de la commune de Saint-Gilles,  
quartier Les Costières de la commune de Vauvert,  
quartiers La Moulinelle et Centre ancien de la commune de Beaucaire**

**Le Préfet du Gard,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

**Vu** le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

**Vu** le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des Préfets de région et à la délégation de signature des Préfets et des Hauts Commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

**Vu** le décret n° 2009-176 du 16 février 2009 modifiant le décret n° 64-805 du 29 juillet 1964 fixant les dispositions réglementaires applicables aux Préfets et le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

**Vu** le décret du 17 décembre 2015 nommant **M. Didier LAUGA**, Préfet du Gard ;

Hôtel de la Préfecture – 10 avenue Feuchères – 30045 NIMES CEDEX 9  
Tél : 0.820.09.11.72 (0,118 € / minute depuis une ligne fixe) – Fax : 04.66.36.00.87 – www.gard.gouv.fr

**Vu** la convention en date du 26 décembre 2017 relative à la mise à disposition auprès du préfet du Gard de **Mme Monique FEGER**, en qualité de déléguée du préfet dans les quartiers Sabatot ZUS et Centre ancien de la commune de Saint-Gilles, quartier Les Costières de la commune de Vauvert, quartiers La Moulinelle et Centre ancien de la commune de Beaucaire et précisant les fonctions des délégués du préfet ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard ;

## **Arrête**

**Article 1** : Délégation de signature est donnée à **Mme Monique FEGER**, déléguée du préfet dans les quartiers Sabatot ZUS et Centre ancien de la commune de Saint-Gilles, quartier Les Costières de la commune de Vauvert, quartiers La Moulinelle et Centre ancien de la commune de Beaucaire à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les correspondances diverses n'emportant pas décision.

**Article 2** : Demeurent réservées à la signature du préfet:

- toutes correspondances adressées aux cabinets ministériels ainsi que celles destinées aux administrations centrales,
- toutes correspondances adressées aux élus notamment les réponses aux interventions des parlementaires, des conseillers départementaux et régionaux.

**Article 3** : Délégation de signature est donnée à **Mme Monique FEGER**, déléguée du préfet dans les quartiers Sabatot ZUS et Centre ancien de la commune de Saint-Gilles, quartier Les Costières de la commune de Vauvert, quartiers La Moulinelle et Centre ancien de la commune de Beaucaire, pour procéder à l'expression des besoins et à la constatation du service fait (programme 307 : administration territoriale Ministère de l'Intérieur) dans la limite du budget annuel qui lui est alloué.

**Article 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de **Mme Monique FEGER**, **Mme Michèle Añel-Dios**, **Mme Yasmine Fontaine**, **M. Didier Jaffiol** et **M. Michaël PULCI**, ont délégation pour signer en lieu et place de **Mme Monique FEGER**, hors les exceptions visées à l'article 2.

**Article 5** : Toutes dispositions antérieures relatives à une délégation de signature sont abrogées.

**Article 6** : Le présent arrêté prend effet dès sa publication.

**Article 7** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Le préfet,**

**signé**

**Didier LAUGA**

Préfecture du Gard

30-2018-01-02-005

arrêté donnant délégation de signature à M. Thierry

**DOUSSET,**

**sous-préfet, directeur de cabinet du préfet**

*arrêté donnant délégation de signature à M. Thierry DOUSSET,*

*sous-préfet, directeur de cabinet du préfet*

Préfecture

Direction de la citoyenneté  
et de la légalité

Bureau de la coordination  
administrative interministérielle  
Réf. : DCL-BCAI

Nîmes, le 2 janvier 2018

**ARRETE**  
**donnant délégation de signature à M. Thierry DOUSSET,**  
**sous-préfet, directeur de cabinet du préfet**

**Le préfet du Gard,**  
**Chevalier de la Légion d'honneur,**

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

**Vu** le décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

**Vu** le décret n° 2009-176 du 16 février 2009 modifiant le décret n° 64-805 du 29 juillet 1964 fixant les dispositions réglementaires applicables aux préfets et le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

**Vu** le décret du 17 décembre 2015 nommant **M. Didier LAUGA**, préfet du Gard ;

**Vu** le décret du 13 décembre 2017, nommant **M. Thierry DOUSSET**, attaché d'administration hors classe, détaché en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Gard ;

**Vu** l'arrêté du 2 janvier 2018 portant délégation de signature aux membres du corps préfectoral durant les permanences ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard,

## Arrête :

### Article 1 :

Délégation de signature est donnée à **M. Thierry DOUSSET**, attaché d'administration hors classe, détaché en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Gard, pour l'ensemble du courrier des services du cabinet et des services rattachés, à l'exception des pièces comportant décision.

### Article 2 :

Nonobstant les dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, **M. Thierry DOUSSET** reçoit délégation de signature pour signer les arrêtés et documents comportant décision dans les domaines suivants :

- mise en œuvre de la politique départementale de sécurité routière,
- autorisations de manœuvres hors terrains militaires,
- suspension des permis de conduire,
- mise en œuvre de la politique départementale de lutte contre la toxicomanie,
- mise en œuvre de la politique départementale de lutte contre la délinquance,
- tous les actes relatifs à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ainsi qu'aux sous-commissions et commissions qui en dépendent,
- arrêtés relatifs aux attestations de conformité des chapiteaux, tentes et structures,
- mise en œuvre des opérations du service départemental d'incendie et de secours,
- tous les actes relatifs à la carrière des sapeurs-pompiers, à la formation des jeunes sapeurs pompiers et à l'organisation du brevet national de jeunes sapeurs-pompiers,
- tous les actes relatifs aux examens de secourisme et formations aux premiers secours,
- arrêtés relatifs aux agréments d'organismes de formation aux qualifications d'agent de sécurité incendie et d'assistance à personne (SSAIP1), de chef d'équipe de sécurité incendie et d'assistance à personne (SSAIP2), et de chef de service de sécurité incendie et d'assistance à personne (SSAIP3),
- actes relatifs à la procédure d'autorisation de manifestations nautiques et assimilées sur les voies navigables,
- arrêtés relatifs aux agréments d'associations de sécurité civile,
- arrêtés relatifs aux habilitations d'organismes de sécurité civile,
- décisions d'expulsions commerciales, de fermetures administratives de commerces pour vente illicite de boissons alcoolisées, de tabacs et trafic de stupéfiants,
- décisions relatives à l'octroi de la force publique pour les expulsions domiciliaires et commerciales,
- indemnités pour refus d'octroi de la force publique,
- autorisations de poursuite par voie de vente des débiteurs du Trésor,
- mesures dans le cadre des dispositifs d'aide aux Français rapatriés et aux Harkis,
- attribution du diplôme d'honneur de porte-drapeau des associations d'anciens combattants et victimes de guerre,
- parts de redevances sur les débits de tabac,
- correspondances et mémoires à l'adresse des juridictions judiciaires et administratives,
- délivrance des habilitations préalablement à l'accès aux zones aéroportuaires réservées et aux lieux où sont effectuées des opérations de sûreté aéroportuaire,
- arrêtés relatifs à l'admission, la levée et la modification de la prise en charge des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques sans consentement en application du code de la santé publique ainsi que les arrêtés de transfert de personnes concernées,



- saisine du juge administratif et du juge des libertés et de la détention sur la situation des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques sans consentement en application du code de la santé publique et les mémoires à son adresse,
- tous actes relatifs à la procédure de mise en demeure et évacuation forcée des occupants illicites d'un terrain,
- arrêtés de fermeture d'autoroute nécessitée par une situation d'urgence,
- agréments des personnels assurant la mise en œuvre des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ainsi que la délivrance des récépissés de déclaration d'organisation de spectacles pyrotechniques,
- concernant les adjoints de sécurité et les cadets de la République : actes relatifs à l'organisation de la commission de sélection, l'agrément de la liste des candidats retenus et les sanctions disciplinaires (avertissement et blâme) infligées sans saisine de la commission consultative paritaire,
- tous actes relatifs à la procédure de sanction administrative des débits de boissons et les dérogations aux horaires de fermeture des débits de boissons,
- actes relatifs à la procédure de sanction administrative des débits de tabac (articles 1810, 1817, 1825 du code général des impôts),
- actes relatifs aux interdictions administratives de stade,
- actes relatifs à la commission de surveillance de la maison d'arrêt de NIMES,
- décisions relatives à l'exercice des missions de sécurité privée : autorisations d'exercice des agents de sécurité privée sur voie publique ou domaine public, double agrément des agents aéroportuaires, autorisations en lien avec l'état d'urgence (palpations et inspections visuelles), retrait d'agrément des entreprises de sécurité privée (agrées par le CNAPS) et des cartes professionnelles des agents de sécurité privée en cas d'urgence ou en raison de troubles à l'ordre public,
- actes liés à l'instruction des demandes d'autorisation de vidéoprotection,
- actes et décisions liés aux polices municipales : cartes professionnelles, agréments et retraits d'agréments, autorisations de port d'armes, contrôle de la formation des agents au tir et de la formation continue, autorisations d'acquisition d'armes et de munitions par les collectivités,
- décisions d'agréments et de retraits d'agréments de gardes particuliers,
- armes : décisions, actes et procédures liés aux autorisations d'acquisition et de détention, dessaisissements, saisies administratives au titre des articles L312-7 à L312-13 du CSI, enregistrements au FINIADA, suivi des clubs de tir, habilitations et contrôles des armuriers, bourses aux armes, transferts à l'État, fabrique ou commerce d'armes, délivrance des cartes européennes d'armes à feu.

**Article 3** : En matière financière, **M. Thierry DOUSSET** a délégation de signature pour procéder aux expressions des besoins, aux demandes d'achat et aux constatations du service fait, dans la limite du montant annuel alloué au centre de coûts « cabinet », pour les programmes suivants :

- Programme 307 : administration territoriale (ministère de l'intérieur) :
- Programme 216 : conduite et pilotage des politiques de l'intérieur

- Programme 129 : coordination du travail gouvernemental (premier ministre)
- Programme 147 : politique de la ville
- Programme 207 : sécurité et circulation routière
- Programme 181 : prévention des risques
- Programme 177 : politiques en faveur de l'inclusion sociale (rapatriés)
- Programme 161 : intervention des services opérationnels
- Programme 128 : coordination des moyens de secours
- Gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs.

**Article 4** :

Délégation de signature est également donnée à **M. Thierry DOUSSET** pour l'ensemble du département, à l'effet de prendre:

- toute décision lorsqu'il assure la direction des opérations de secours, sous l'autorité du préfet.

**Article 5** :

Le présent arrêté prend effet dès sa publication.

**Article 6** :

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de cabinet du préfet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Le préfet,**

**signé**

**Didier LAUGA**

Préfecture du Gard

30-2017-12-29-018

arrêté donnant délégation de signature à M. Didier Jaffiol  
délégué du préfet dans l'arrondissement d'Alès

*arrêté donnant délégation de signature à M. Didier Jaffiol  
délégué du préfet dans l'arrondissement d'Alès*



PRÉFET DU GARD

Préfecture

Direction de la citoyenneté  
et de la légalité

Bureau de la coordination  
administrative interministérielle  
Réf. : DCL-BCAI

Nîmes, le 29 décembre 2017

## **ARRETE n°DL-2017-12-29-04**

**donnant délégation de signature à M. Didier Jaffiol  
délégué du préfet dans l'arrondissement d'Alès**

**Le préfet du Gard,  
Chevalier de la Légion d'honneur,**

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

**Vu** le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

**Vu** le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

**Vu** le décret n° 2009-176 du 16 février 2009 modifiant le décret n° 64-805 du 29 juillet 1964 fixant les dispositions réglementaires applicables aux préfets et le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

**Vu** le décret du 17 décembre 2015 nommant **M. Didier LAUGA**, préfet du Gard ;

**Vu** la convention en date du 29 juin 2015 relative à la mise à disposition auprès du préfet du Gard de **M. Didier Jaffiol**, en qualité de délégué du préfet dans l'arrondissement d'Alès et précisant les fonctions des délégués du préfet ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard ;

## **Arrête**

**Article 1** : Délégation de signature est donnée à **M. Didier Jaffiol**, délégué du préfet dans l'arrondissement d'Alès, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les correspondances diverses n'emportant pas décision.

**Article 2** : Demeurent réservées à la signature du préfet :

- toutes correspondances adressées aux cabinets ministériels ainsi que celles destinées aux administrations centrales,
- toutes correspondances adressées aux élus notamment les réponses aux interventions des parlementaires, des conseillers départementaux et régionaux.

**Article 3** : Délégation de signature est donnée à **M. Didier Jaffiol**, délégué du préfet dans l'arrondissement d'Alès, pour procéder à l'expression des besoins et à la constatation du service fait, (programme 307 : administration territoriale-ministère de l'intérieur), dans la limite du budget annuel qui lui est alloué.

**Article 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Didier Jaffiol**, **Mme Michèle Añel-Dios**, **Mme Monique Feger**, **Mme Yasmine Fontaine** et **M. Michaël Pulci** délégués du préfet, ont délégation pour signer en lieu et place de **M. Didier Jaffiol**, hors les exceptions visées à l'article 2.

**Article 5** : Toutes dispositions antérieures relatives à une délégation de signature sont abrogées.

**Article 6** : Le présent arrêté prend effet dès sa publication.

**Article 6** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le préfet,

**signé**

**Didier LAUGA**

Préfecture du Gard

30-2018-01-02-002

arrêté donnant délégation de signature à M. François

LALANNE,

Secrétaire Général de la Préfecture du Gard

*arrêté donnant délégation de signature à M. François LALANNE,*

*Secrétaire Général de la Préfecture du Gard*

Préfecture  
Direction de la citoyenneté  
et de la légalité  
Bureau de la coordination  
administrative interministérielle

Nîmes, le 2 janvier 2018

## ARRETE

### donnant délégation de signature à **M. François LALANNE**, Secrétaire Général de la Préfecture du Gard

**Le Préfet du Gard,**  
**Chevalier de la Légion d'honneur,**

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

**Vu** le décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des Préfets de région et à la délégation de signature des Préfets et des Hauts Commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

**Vu** le décret n° 2009-176 du 16 février 2009 modifiant le décret n° 64-805 du 29 juillet 1964 fixant les dispositions réglementaires applicables aux préfets et le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 27 avril 2012 nommant **M. Gilles BERNARD**, administrateur civil hors classe, sous-préfet hors classe, sous-préfet du Vigan ;

**Vu** le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

**Vu** le décret du 27 août 2015 nommant **M. Olivier DELCAYROU**, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, sous-préfet d'Alès ;

**Vu** le décret du 17 décembre 2015 nommant **M. Didier LAUGA**, préfet du Gard ;

**Vu** le décret du 27 juillet 2016 nommant **M. François LALANNE**, administrateur civil hors classe, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture du Gard ;

**Vu** le décret du 13 décembre 2017, nommant **M. Thierry DOUSSET**, attaché d'administration hors classe, détaché en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Gard ;

**Vu** l'arrêté du 2 janvier 2018 portant délégation de signature aux membres du corps préfectoral durant les permanences ;

### **Arrête :**

**Article 1 :** Délégation de signature est donnée à **M. François LALANNE**, sous-préfet hors classe, Secrétaire Général de la Préfecture du Gard, à l'effet de signer tous actes, arrêtés, décisions, circulaires, requêtes juridictionnelles, rapports, correspondances, et documents relevant des attributions de l'État dans le département du Gard, y compris les saisines du Juge des libertés et de la détention aux fins de prolongation de la rétention administrative d'un étranger, à l'exception :

- des réquisitions prises en application du code de la Défense,
- de la réquisition des comptables publics régie par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.
- des arrêtés de conflit.

**Article 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Thierry DOUSSET**, directeur de cabinet, délégation de signature est donnée à **M. François LALANNE** pour signer les décisions et actes relevant de la compétence du Cabinet et des services rattachés dans le cadre des dispositions de la délégation de signature dont il est titulaire.

**Article 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de **M. François LALANNE**, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par **M. Olivier DELCAYROU**, sous-préfet d'Alès ou par **M. Gilles BERNARD**, sous-préfet du Vigan ou par **M. Thierry DOUSSET**, directeur de cabinet du préfet.

**Article 4 :** L'arrêté n° DL-2017-11-03-02 du 3 novembre 2017 donnant délégation de signature à **M. François LALANNE**, secrétaire général de la préfecture du Gard, est abrogé.

**Article 5 :** Le présent arrêté prend effet dès sa publication.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'Alès, le sous-préfet du Vigan et le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Gard.

**Le préfet,**

**signé**

**Didier LAUGA**





Préfecture du Gard

30-2018-01-02-004

arrêté donnant délégation de signature à M. Gilles  
BERNARD, sous-préfet du Vigan

*arrêté donnant délégation de signature à M. Gilles BERNARD, sous-préfet du Vigan*



PRÉFET DU GARD

Préfecture

Direction de la citoyenneté  
et de la légalité

Bureau de la coordination  
administrative interministérielle  
Réf. : DCL-BCAI

Nîmes, le 2 janvier 2018

## A R R E T E

**donnant délégation de signature à M. Gilles BERNARD, sous-préfet du Vigan**

**Le Préfet du Gard,  
Chevalier de la Légion d'honneur,**

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

**Vu** le décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

**Vu** le décret n° 2009-176 du 16 février 2009 modifiant le décret n° 64-805 du 29 juillet 1964 fixant les dispositions réglementaires applicables aux préfets et le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 27 avril 2012 nommant **M. Gilles BERNARD**, administrateur civil hors classe, sous-préfet hors classe, sous-préfet du Vigan ;

**Vu** le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

**Vu** le décret du 27 août 2015 nommant **M. Olivier DELCAYROU**, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, sous-préfet d'Alès ;

**Vu** le décret du 17 décembre 2015 nommant **M. Didier LAUGA**, préfet du Gard ;

**Vu** le décret du 13 décembre 2017, nommant **M. Thierry DOUSSET**, attaché d'administration hors classe, détaché en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Gard ;

**Vu** la note de service du 4 mars 2014 affectant M. Christophe MALAVAL secrétaire général de la sous-préfecture du Vigan à compter du 1er avril 2014 ;

**Vu** l'arrêté n°2017-DL-003 du 24 octobre 2017 portant organisation en directions, services et bureaux de la préfecture du Gard ;

**Vu** l'arrêté n°DL-2017-11-16-01 du 16 novembre 2017 donnant délégation de signature à **M. Gilles BERNARD**, sous-préfet du Vigan ;

**Vu** l'arrêté du 2 janvier 2018 portant délégation de signature aux membres du corps préfectoral durant les permanences ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard ;

### **Arrête :**

**Article 1 :** Délégation de signature est donnée à **M. Gilles BERNARD**, sous-préfet du Vigan, dans les limites de son arrondissement, pour les matières désignées ci-après :

<p style="text-align: center;"><b>A - EN MATIERE DE POLICE GENERALE ET DE POLICES SPECIALES</b></p>
---

- l'octroi du concours de la force publique pour l'exécution des jugements d'expulsion immobilière ;
- la délivrance de toutes autorisations relatives à la police de la voie publique, excédant la compétence des autorités municipales ;
- la délivrance des cartes professionnelles pour l'exercice des professions réglementées et des cartes de commerçants non sédentaires et marchands ambulants et les récépissés de brocanteurs ;
- l'octroi des cartes de commerçants non sédentaires et marchands ambulants, et des récépissés de brocanteurs ;
- l'autorisation des épreuves, courses ou compétitions sportives devant se disputer en totalité ou en partie sur une voie publique ou ouverte à la circulation publique, dès lors qu'elles se déroulent dans le ressort exclusif de son arrondissement en application du code des sports ;
- l'autorisation des épreuves, compétitions ou manifestations de caractère sportif ou non, comportant la participation de véhicules à moteurs, organisées dans un lieu non ouvert à la circulation publique, situé dans le ressort exclusif de son arrondissement en application du code des sports ;

- l'autorisation des épreuves ne comportant pas la participation de véhicules à moteur, lorsqu'elles se déroulent dans le ressort exclusif de son arrondissement en application du code des sports ;
- les autorisations d'utilisation conjointe de plusieurs polices municipales à l'occasion de manifestations exceptionnelles, notamment à caractère culturel, récréatif ou sportif ;
- le retrait provisoire du permis de conduire ;
- les arrêtés dits « 61 » de limitation de la validité des permis de conduire ;

## B - EN MATIERE D'ADMINISTRATION LOCALE

- l'acceptation de la démission des adjoints au maire, en application de l'article L 2122-15 du code général des collectivités territoriales ;
- délivrance des cartes des maires et adjoints,
- la substitution au maire dans les cas prévus par les articles L.2122.34 et L.2215.1 du code général des collectivités territoriales ;
- les lettres d'observation et recours gracieux relatifs aux actes des collectivités locales, y compris le contrôle de légalité des actes d'occupation des sols et des documents d'urbanisme, sur proposition de la direction départementale des Territoires et de la Mer ;
- l'information, à sa demande, de l'autorité locale de l'intention de ne pas saisir le tribunal administratif dans le cadre du contrôle administratif prévu par la loi du 2 mars 1982 ;

## C - EN MATIERE D'ADMINISTRATION GENERALE

### ◆ Droits des personnes, associations

- les autorisations permettant aux associations culturelles ou de bienfaisance de recevoir des sommes déductibles des revenus imposables des contribuables, autres que les entreprises (bénéfice des dispositions des articles 200 et 238 bis du code général des impôts).

### ◆ Environnement, salubrité et santé publique

- en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement :
  - 1/ la délivrance des récépissés de déclaration
  - 2/ tous les actes concernant l'enquête publique pour les installations soumises à autorisation (arrêtés d'ouverture, reports, ...)
  - 3/ les arrêtés de mise en demeure, de prorogation de délai et de prescriptions
  - 4/ les arrêtés d'autorisation et les arrêtés complémentaires
  - 5/ les arrêtés de consignation
  - 6/ les courriers divers.

- la création et le renouvellement des commissions de suivi des sites CSS.
- les procédures de déclaration et d'autorisation prévues par l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ( articles 214-1 et 214-6 du code de l'environnement ) et la loi du 6 octobre 1919 modifiée relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;
- les arrêtés de composition de la commission médicale d'aptitude des conducteurs et des candidats au permis de conduire sur l'arrondissement du Vigan.

#### ◆ **Déclarations d'utilité publique et servitudes**

- les procédures d'expropriation pour cause d'utilité publique prévues par le code de l'expropriation ;
- les procédures relatives à la mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme, prévue à l'article L 123 - 16 du code de l'urbanisme ;
- la procédure d'intérêt général prévue aux articles 175 et 176 du code rural pour les travaux de défense des forêts contre l'incendie, la procédure de protection contre les risques d'inondations ;
- la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes ;
- la procédure d'établissement des servitudes d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage en vue de la construction ou de l'extension des lignes d'énergie électrique ;
- les autorisations de pénétrer dans les propriétés privées pour l'établissement et l'entretien des lignes et installations électriques et de télécommunications ;
- la procédure d'établissement d'une servitude sur les fonds privés pour la pose de canalisations publiques d'eau ou d'assainissement, prévue par la loi n° 62.904 du 4 août 1962 ;
- les autorisations d'occupation temporaire des propriétés privées, prévues par la loi du 29 décembre 1892 ;

#### ◆ **Urbanisme**

- les actes relatifs à l'occupation des sols délivrés au nom de l'Etat, dans les communes non dotées d'un plan local d'urbanisme, lorsqu'il y a une divergence d'avis entre le maire et le directeur départemental des territoires et de la mer.
- les décisions et les lettres d'observation et de recours gracieux en matière de :
  - de plans locaux d'urbanisme
  - de cartes communales;
  - de zone d'aménagement différé (Z.A.D.);
  - de plans de prévention des risques naturels et technologiques (P.P.R.N.T) ;
  - de périmètres de restauration immobilière (P.R.I.).
- la mise à l'enquête publique des zones de protection du patrimoine architectural urbain et paysager et périmètre de rénovation immobilière.

## D - EN MATIERE IMMOBILIERE

- l'authenticité des actes intéressant le domaine privé immobilier de l'Etat, à l'exception de ceux comprenant des immeubles dépendant de plusieurs arrondissements (l'ensemble des minutes de ces actes continueront d'être archivées, après publication, dans les conservations des hypothèques, au chef-lieu du département).

## E – EN MATIERE ECONOMIQUE ET SOCIALE

- les accusés de réception des dossiers de demandes de subvention d'investissement, au sens de l'article 4 du décret du 16 décembre 1999 susvisé ;
- la signature des arrêtés attributifs de subvention en ce qui concerne la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) ;

## F - COMPETENCES AFFERENTES AU FONCTIONNEMENT DE LA SOUS-PREFECTURE

- l'octroi des congés annuels des agents de la sous-préfecture;
- programmes 333 et 307 hors titre 2 : les expressions des besoins et les constatations du service fait, dans la limite du montant annuel alloué au centre de coûts « sous préfecture Le Vigan »,

**Article 2 :** Délégation de signature est donnée à **M. Gilles Bernard**, sous-préfet du Vigan, pour l'ensemble du département pour les matières ci-après :

- les contrats simples et d'association au titre de l'enseignement privé ;
- l'indemnité représentative de logement ( IRL ) ;
- la dotation spéciale des instituteurs ( DSI ) ;
- les associations syndicales libres pour l'ensemble du département ;

**Article 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Gilles BERNARD**, sous-préfet du Vigan, la délégation qui lui est consentie à l'article 1er et à l'article 2 du présent arrêté, pourra être exercée par **M. Olivier DELCAYROU**, sous-préfet d'Alès.

**Article 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Gilles BERNARD**, sous-préfet du Vigan, **M. Christophe MALAVAL**, secrétaire général de la sous-préfecture du Vigan, reçoit délégation de signature pour les actes et les matières faisant l'objet de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, **à l'exception des matières ci-après désignées** :

**A - EN MATIERE DE POLICE GENERALE ET DE POLICES SPECIALES**

- l'octroi du concours de la force publique pour l'exécution des jugements d'expulsion ;

**B - EN MATIERE D'ADMINISTRATION LOCALE**

- la substitution au maire dans les cas prévus par les articles L. 2122.34 et L.2215.1 du code général des collectivités territoriales ;
- délivrance des cartes de maires et adjoints ;
- les lettres d'observation et recours gracieux relatifs aux actes des collectivités locales, y compris le contrôle de légalité des actes d'occupation des sols et des documents d'urbanisme, sur proposition de la direction départementale des Territoires et de la Mer ;
- l'information, à la demande de l'autorité locale, de l'intention de ne pas saisir le tribunal administratif dans le cadre du contrôle administratif prévu par la loi du 2 mars 1982 ;

**C - EN MATIERE D'ADMINISTRATION GENERALE**

◆ **Environnement, salubrité et santé publique**

- les procédures de déclaration et d'autorisation prévues par l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- les arrêtés de composition de la commission médicale d'aptitude des conducteurs et des candidats au permis de conduire sur l'arrondissement du Vigan.

◆ **Déclarations d'utilité publique et servitudes**

- les procédures d'expropriation pour cause d'utilité publique prévues par le code de l'expropriation ;
- la procédure d'intérêt général prévue aux articles 175 et 176 du code rural pour les travaux de défense des forêts contre l'incendie, la procédure de protection contre les risques d'inondations ;

- la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes ;
- la procédure d'établissement des servitudes d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage en vue de la construction ou de l'extension des lignes d'énergie électrique ;
- les autorisations de pénétrer dans les propriétés privées pour l'établissement et l'entretien des lignes et installations électriques et de télécommunications ;
- la procédure d'établissement d'une servitude sur les fonds privés pour la pose de canalisations publiques d'eau ou d'assainissement prévue par la loi n° 62.904 du 4 août 1962 ;
- les autorisations d'occupation temporaire des propriétés privées, prévues par la loi du 29 décembre 1892.

#### D - EN MATIERE IMMOBILIERE

- l'authenticité des actes intéressant le domaine privé immobilier de l'Etat.

#### E – EN MATIERE ECONOMIQUE ET SOCIALE

- la signature des arrêtés attributifs de subvention en ce qui concerne la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) ;

**Article 5** : En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Gilles BERNARD**, sous-préfet du Vigan ou de **M. Christophe MALAVAL**, secrétaire général de la sous-préfecture du Vigan, **Mme Véronique BOISSON**, secrétaire administrative de classe supérieure, reçoit délégation de signature pour les actes et matières ci-après désignés :

- les actes relatifs à l'occupation des sols délivrés au nom de l'Etat, dans les communes non dotées d'un plan local d'urbanisme, lorsqu'il y a une divergence entre le maire et le directeur départemental des territoires et de la mer ;
- les reçus de dépôt et les récépissés définitifs des déclarations de candidature aux élections municipales ;
- le retrait provisoire du permis de conduire ;
- la délivrance des titres de circulation pour les sans domicile fixe ;
- la délivrance des cartes de commerçants non sédentaires et marchands ambulants ;
- les récépissés de revendeurs d'objets mobiliers ;
- les lettres de transmission et de demandes d'avis ainsi que pour toutes correspondances courantes n'emportant pas décisions.

**Article 6** : demeurent réservées à la signature du préfet :

- toutes correspondances adressées aux cabinets ministériels ainsi que celles destinées aux administrations centrales ;



- toutes correspondances adressées aux présidents des assemblées régionales et départementales ainsi que les réponses aux interventions des parlementaires, des conseillers départementaux et régionaux ;
- toutes correspondances adressées au préfet de région et aux directeurs régionaux.

**Article 7 :** l'arrêté n° DL-2017-11-16-01 du 16 novembre 2017 donnant délégation de signature à **M. Gilles BERNARD**, sous-préfet du Vigan est abrogé.

**Article 8 :** Le présent arrêté prend effet dès sa publication.

**Article 9 :** Le secrétaire général de la préfecture du Gard et le sous-préfet du Vigan, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Le préfet,**

**signé**

**Didier LAUGA**

Préfecture du Gard

30-2018-01-02-003

arrêté donnant délégation de signature à M. Olivier

**DELCAYROU,**

**sous-préfet d'Alès**

*arrêté donnant délégation de signature à M. Olivier DELCAYROU,  
sous-préfet d'Alès*

Préfecture

Direction de la citoyenneté  
et de la légalité

Bureau de la coordination  
administrative interministérielle  
Réf. : DCL-BCAI

Nîmes, le 2 janvier 2018

**ARRETE**  
**donnant délégation de signature à M. Olivier DELCAYROU,**  
**sous-préfet d'Alès**

**Le préfet du Gard,**  
**Chevalier de la Légion d'honneur,**

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

**Vu** le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des Préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

**Vu** le décret n° 2009-176 du 16 février 2009 modifiant le décret n° 64-805 du 29 juillet 1964 fixant les dispositions réglementaires applicables aux préfets et le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ; ;

**Vu** le décret du 27 avril 2012 nommant **M. Gilles BERNARD**, administrateur civil hors classe, sous-préfet hors classe, sous-préfet du Vigan, ;

**Vu** le décret 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

**Vu** le décret du 27 août 2015 nommant **M. Olivier DELCAYROU**, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, sous-préfet d'Alès ;

**Vu** le décret du 17 décembre 2015 nommant **M. Didier LAUGA**, préfet du Gard ;

**Vu** le décret du 13 décembre 2017, nommant **M. Thierry DOUSSET**, attaché d'administration hors classe, détaché en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Gard ;

**Vu** la note de service du 1<sup>er</sup> août 2016 affectant **Mme Isabelle BLANCHOU** secrétaire générale de la sous-préfecture d'Alès à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2016 ;

**Vu** l'arrêté n°2017-DL-003 du 24 octobre 2017 portant organisation en directions, services et bureaux de la préfecture du Gard ;

**Vu** l'arrêté du 2 janvier 2018 portant délégation de signature aux membres du corps préfectoral durant les permanences ;

**Vu** la convention de délégation de gestion entre la direction départementale de la cohésion sociale du Gard et la sous-préfecture d'Alès en date du 27 mars 2017 ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard ;

## **ARRETE**

**Article 1** : Délégation de signature est donnée à **M. Olivier DELCAYROU**, sous-préfet d'Alès, dans les limites de son arrondissement.

Pour les compétences exercées par la sous-préfecture d'Alès pour l'ensemble du département du Gard, délégation est donnée à M. Olivier DELCAYROU sur l'ensemble du territoire.

<b>A - EN MATIERE DE POLICE GENERALE ET DE POLICES SPECIALES</b>
--

- l'octroi du concours de la force publique pour l'exécution des jugements d'expulsion immobilière ;
- l'indemnisation des bailleurs pour refus d'octroi de la force publique pour l'exécution des jugements d'expulsion immobilière ;
- la délivrance de toutes autorisations relatives à la police de la voie publique, excédant la compétence des autorités municipales ;
- les récépissés de revendeurs d'objets mobiliers ;
- l'autorisation des épreuves, courses ou compétitions sportives devant se disputer en totalité ou en partie sur une voie publique ou ouverte à la circulation publique, en application du code des sports, pour la totalité du département ;
- l'organisation de la commission départementale de sécurité routière ;
- l'autorisation des épreuves, compétitions ou manifestations de caractère sportif ou non, comportant la participation de véhicules à moteurs, organisées dans un lieu non ouvert à la circulation publique, en application du code des sports pour la totalité du département ;

- l'homologation des terrains où doivent se dérouler des épreuves, compétitions et manifestations comportant la participation de véhicules à moteur, en application du code des sports, pour la totalité du département ;
- l'autorisation des épreuves ne comportant pas la participation de véhicules à moteur, en application du code des sports pour la totalité du département ;
- l'homologation des circuits de karting et l'autorisation des essais ou courses de karting (application de l'arrêté du 16 octobre 1996 relatif au règlement national des circuits de karting) pour la totalité du département ;
- les autorisations d'utilisation conjointe de plusieurs polices municipales à l'occasion de manifestations exceptionnelles, notamment à caractère culturel, récréatif ou sportif ;
- la délivrance, à titre exceptionnel, aux agents exerçant une activité mentionnée au n° 1 de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983, de l'autorisation d'exercer sur la voie publique des missions même itinérantes, de surveillance contre les vols, dégradations et effractions visant les biens dont ils ont la charge ;
- la délivrance, pour la totalité du département, des autorisations relatives aux manifestations aériennes suivantes :
  - lâcher de ballonnets/lanternes,
  - présentation de montgolfière en vol captif ou libre,
  - démonstration de sauts en parachutes,
  - création d'hélistraces pour baptême de l'air ou démonstration aérienne en hélicoptère,
  - autorisation d'utilisation des hélistraces, hélistations et hydrosurfaces,
  - démonstration aérienne en ULM,
  - meeting aérien,
  - enregistrement des déclarations de survol de drones.
  - autorisations de survol à basse altitude pour les prises de vue aériennes et les grands rassemblements,
  - autorisations relatives aux aérodromes.

## **B - EN MATIERE D'ADMINISTRATION LOCALE**

- la substitution au maire dans les cas prévus par les articles L 2122.34 et L.2215.1 du code général des collectivités territoriales ;
- l'information, à sa demande, de l'autorité locale de l'intention de ne pas saisir le tribunal administratif dans le cadre du contrôle administratif prévu par la loi du 2 mars 1982 ;
- la création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222.1 du code général des collectivités territoriales, chargée de l'administration des biens et droits indivis entre plusieurs communes ;
- les lettres d'observation et recours gracieux relatifs aux actes des collectivités locales ;

- l'autorisation de constitution, de modification et de dissolution des associations syndicales autorisées;

## C - EN MATIERE D'ADMINISTRATION GENERALE

### ◆ Droit des personnes

- l'arrêté de clôture des comptes de la régie de recettes pour l'arrondissement.

### ◆ Environnement, salubrité et santé publique

- en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement :
  - 1/ la délivrance des récépissés de déclaration
  - 2/ tous les actes concernant l'enquête publique pour les installations soumises à autorisation (arrêtés d'ouverture, reports, ...)
  - 3/ les arrêtés de prescription, de mise en demeure et de prorogation de délai
  - 4/ les arrêtés d'autorisation et les arrêtés complémentaires,
  - 5/ les arrêtés de consignation
  - 6/ les courriers divers.
- la création et le renouvellement des commissions de suivi des sites CSS ;
- la délivrance des récépissés concernant les activités de transport de déchets d'emballage ;

### ◆ Déclarations d'utilité publique et servitudes

- la procédure d'intérêt général prévue aux articles 175 et 176 du code rural pour les travaux de défense des forêts contre l'incendie, la procédure de protection contre les risques d'inondations ;
- les procédures relatives à la mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme, prévue à l'article 123-16 du code de l'urbanisme ;
- les procédures d'expropriation pour cause d'utilité publique prévues par le code de l'expropriation ;
- la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes ;
- la procédure d'établissement des servitudes d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage en vue de la construction ou de l'extension des lignes d'énergie électrique ;
- les autorisations de pénétrer dans les propriétés privées pour l'établissement et l'entretien des lignes et installations électriques et de télécommunications ;

- la procédure d'établissement d'une servitude sur les fonds privés pour la pose de canalisations publiques d'eau ou d'assainissement prévue par la loi n° 62.904 du 4 août 1962 ;
- les autorisations d'occupation temporaire des propriétés privées prévues par la loi du 29 décembre 1892 ;
- les réquisitions de logements ;

#### ◆ **Urbanisme**

- la constitution des associations foncières de remembrement et approbation de leurs délibérations, budgets ;
- les lettres d'observations et recours gracieux concernant:
  - les documents d'urbanisme
  - les actes relatifs à l'occupation des sols
- les zones d'aménagement différé (Z.A.D.) ;
- les plans de prévention des risques naturels et technologiques (P.P.R.N.T.) ;
- les actes relatifs à l'occupation des sols :
  - délivrance des certificats d'urbanisme et des permis de construire, d'aménager, de démolir, projet faisant l'objet d'une déclaration préalable pour les communes non dotées d'un plan local d'urbanisme ou de tout autre document en tenant lieu, et lorsqu'il y a une divergence d'avis entre le maire et l'autorité administrative compétente du département en matière d'urbanisme.
  - délivrance des certificats d'urbanisme et des permis de construire, d'aménager, de démolir, projet faisant l'objet d'une déclaration préalable dans les cas énumérés limitativement au code de l'urbanisme, où l'autorité administrative compétente demeure le préfet.
  - délivrance des certificats d'urbanisme et des permis de construire, d'aménager, de démolir, projet faisant l'objet d'une déclaration préalable, lorsque les communes se sont dotées d'une carte communale mais que le conseil municipal n'a pas délibéré pour le transfert de compétence en matière d'urbanisme pour son propre compte.

### **D - EN MATIERE ECONOMIQUE**

- toutes les décisions d'attribution des aides du fonds d'industrialisation du bassin minier (F.I.B.M.) ;
- les observations et contrôles effectués en tant que commissaire du gouvernement du groupement d'intérêt public (GIP) du CUCS du Piémont Cévenol ;
- les accusés de réception des dossiers de demandes de subvention d'investissement, au sens de l'article 4 du décret du 16 décembre 1999 ;

- la signature des arrêtés attributifs de subvention en ce qui concerne la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) ;
- la signature des arrêtés attributifs de subvention en ce qui concerne le fonds national de revitalisation des territoires (FNTR) ;

## E - EN MATIERE IMMOBILIERE

- l'authenticité des actes intéressant le domaine privé immobilier de l'Etat, à l'exception de ceux comprenant des immeubles dépendant de plusieurs arrondissements (l'ensemble des minutes de ces actes continueront d'être archivées, après publication, dans les conservations des hypothèques, au chef-lieu du département).

## F - COMPETENCES AFFERENTES AU FONCTIONNEMENT DE LA SOUS - PREFECTURE

- l'octroi des congés annuels des agents de la sous-préfecture ;
- Programme 333 et 307 hors titre 2 : les expressions des besoins et les constatations du service fait, dans la limite du montant annuel alloué au centre de coûts « sous-préfecture Alès ».

## G- MISSION TEMPORAIRE : MAITRISE D'OUVRAGE

- tous les actes administratifs relatifs au lancement, à la réalisation et au suivi des études et travaux de sécurisation de la falaise dite « la Royale » située en lisière de la forêt domaniale du Rouvergue sur la commune de Saint Martin de Valgagues, pour lesquels M. le sous-préfet d'Alès a été désigné représentant du maître d'ouvrage,
- tous les actes nécessaires à l'engagement des dépenses inhérentes à cette maîtrise d'ouvrage, dans la limite du budget attribué par le ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt sur le BOP 723 pour la réalisation des travaux de sécurisation .

**Article 2 :** Délégation de signature est donnée à **M. Olivier DELCAYROU**, sous-préfet d'Alès pour les actes relatifs au BOP 147 « politique de la ville » pour les opérations relevant de son arrondissement, dans la limite des crédits qui lui sont alloués.

**Article 3 :** Délégation de signature est donnée à **M. Olivier DELCAYROU**, sous-préfet d'Alès, pour la totalité du département :

- pour les versements au titre du fonds de compensation de la T.V.A,



- pour tout acte ou toute décision concernant le greffe des associations de type loi 1901 et conseil aux usagers, les fondations, associations culturelles, associations reconnues d'utilité publique, congrégations, fonds de dotation, rescrits, dons et legs, emprunts, acquisitions et aliénations.
- pour tout acte ou toute décision en matière de législation funéraire.

**Article 4 :** Délégation de signature est donnée à **M. Olivier DELCAYROU**, sous-préfet d'Alès, pour la totalité du département en matière de détention et d'utilisation d'explosifs : habilitations, agréments, autorisations individuelles d'exploiter un dépôt, cessation d'activité des dépôts, certificats d'acquisition, bons de commande et transports des produits.

**Article 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Olivier DELCAYROU**, sous-préfet d'Alès, la délégation de signature qui lui est consentie pour les actes et les matières faisant l'objet des articles 1, 2, 3 et 4 du présent arrêté, pourra être exercée par **M. Gilles BERNARD**, sous-préfet du Vigan.

**Article 6 :** En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Olivier DELCAYROU**, sous-préfet d'Alès, **Mme Isabelle BLANCHOU**, secrétaire générale de la sous-préfecture, a délégation de signature pour les actes et les matières faisant l'objet des articles 1, 2, 3 et 4 du présent arrêté, **à l'exception des matières ci-après désignées :**

**A - EN MATIERE DE POLICE GENERALE ET DE POLICES SPECIALES**

- l'octroi du concours de la force publique pour l'exécution des jugements d'expulsion ;

**B - EN MATIERE D'ADMINISTRATION LOCALE**

- la substitution aux maires dans les cas prévus par les articles L.2122.34 et L.2215.1 du code général des collectivités territoriales ;
- l'information, à sa demande, de l'autorité locale de l'intention de ne pas saisir le tribunal administratif dans le cadre du contrôle administratif prévu par la loi du 2 mars 1982 ;
- la création de la commission syndicale prévue à l'article L.5221.1 du code général des collectivités territoriales, chargée de l'administration des biens et droits indivis entre plusieurs communes ;
- l'autorisation de création, d'agrandissement, de transfert et de fermeture des cimetières, chambres funéraires et crématoriums concernant l'ensemble du département.

## C - EN MATIERE D'ADMINISTRATION GENERALE

### ◆ **Environnement, salubrité et santé publique**

- en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement :

- 1/ tous les actes concernant l'enquête publique pour les installations soumises à autorisation (arrêtés d'ouverture, reports, ...)
- 2/ les arrêtés de prescription, de mise en demeure et de prorogation de délai
- 3/ les arrêtés d'autorisation et les arrêtés complémentaires,
- 4/ les arrêtés de consignation

- la création et le renouvellement des commissions de suivi des sites CSS ;

### ◆ **Déclarations d'utilité publique et servitudes**

- la procédure d'intérêt général prévue aux articles 175 et 176 du code rural pour les travaux de défense des forêts contre l'incendie, la procédure de protection contre les risques d'inondations ;

- les procédures d'expropriation pour cause d'utilité publique prévues par le code de l'expropriation ;  
- la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes ;

- la procédure d'établissement des servitudes d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage en vue de la construction ou de l'extension des lignes d'énergie électrique ;

- les autorisations de pénétrer dans les propriétés privées pour l'établissement et l'entretien des lignes et installations électriques et de télécommunications ;

- la procédure d'établissement d'une servitude sur les fonds privés pour la pose de canalisations publiques d'eau ou d'assainissement prévue par la loi n° 62.904 du 4 août 1962;

- les autorisations d'occupation temporaire des propriétés privées prévues par la loi du 29 décembre 1892 ;

## D - EN MATIERE ECONOMIQUE

- toutes les décisions d'attribution des aides du fonds d'industrialisation du bassin minier (F.I.B.M.) ;

- les observations et contrôles effectués en tant que commissaire du gouvernement du groupement d'intérêt public (GIP) du CUCS du Piémont Cévenol ;

- la signature des arrêtés attributifs de subvention en ce qui concerne la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) ;

- la signature des arrêtés attributifs de subvention en ce qui concerne le fonds national de revitalisation des territoires (FNTR) ;

- l'authenticité des actes intéressant le domaine privé immobilier de l'Etat.

**Article 7 :** En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Olivier DELCAYROU**, sous-préfet d'Alès, ou de **Mme Isabelle BLANCHOU**, secrétaire générale de la sous-préfecture d'Alès, **M. Bruno AMAT** et **Mme Céline ASTIER-TRIA** et **Mme Florence PAUL**, chefs de bureau, reçoivent délégation de signature pour les lettres de transmission et de demandes d'avis ainsi que pour toutes correspondances courantes n'emportant pas décisions.

Les chefs de bureau pré-cités reçoivent également délégation de signature pour les actes et matières ci-après désignés :

- les récépissés de revendeurs d'objets mobiliers ;
- l'autorisation des transports de corps ou d'urne en dehors du territoire métropolitain (compétence départementale) ;
- les dérogations au délai d'inhumation/de crémation et les inhumations en propriétés privées (compétence départementale) ;
- les actes relatifs au greffe des associations de type loi 1901 aux fondations, associations cultuelles, associations reconnues d'utilité publique, congrégations, fonds de dotation, rescrits, dons et legs, emprunts, acquisitions et aliénations pour la totalité du département.

**Article 8 :** demeurent réservées à la signature du préfet :

- toutes correspondances adressées aux cabinets ministériels ainsi que celles destinées aux administrations centrales ;
- toutes correspondances adressées aux présidents des assemblées régionales et départementales ainsi que les réponses aux interventions des parlementaires, des conseillers départementaux et régionaux ;
- toutes correspondances adressées au préfet de région et aux directeurs régionaux.

**Article 9 :** L'arrêté n°2017-11-10-01 du 10 novembre 2017 donnant délégation de signature à **M. Olivier DELCAYROU**, sous-préfet d'Alès est abrogé.

**Article 10 :** Le présent arrêté prend effet dès sa publication.

**Article 11 :** Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet d'Alès sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Le préfet,**

**signé**

**Didier LAUGA**

Préfecture du Gard

30-2017-12-29-019

arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Michaël  
PULCI,

délégué du préfet dans les quartiers situés dans les

*arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Michaël PULCI  
délégué du préfet dans les quartiers situés dans les communes de Bagnols-sur-Cèze (quartiers*  
**communes de Bagnols-sur-Cèze (quartiers Escanoux –  
Escanoux – Coronelle – Citadelle – Vigan Braquet), de Pont Saint  
Esprit quartier Centre ancien) et d'Uzès (quartier prioritaire d'Uzès)**  
*et d'Uzès (quartier prioritaire d'Uzès)*  
**Esprit quartier Centre ancien) et d'Uzès (quartier  
prioritaire d'Uzès)**



Préfecture

Direction de la citoyenneté  
et de la légalité

Bureau de la coordination  
administrative interministérielle  
Réf. : DCL-BCAI

Nîmes, le 29 décembre 2017

## **ARRETE n ° DL-2017-12-29-05**

**donnant délégation de signature à Monsieur Michaël PULCI,  
délégué du préfet dans les quartiers situés dans les communes de Bagnols-sur-Cèze (quartiers  
Escanaux – Coronelle – Citadelle – Vigan Braquet), de Pont Saint Esprit quartier Centre  
ancien) et d'Uzès (quartier prioritaire d'Uzès)**

**Le préfet du Gard,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

**Vu** le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

**Vu** le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des Préfets de région et à la délégation de signature des Préfets et des Hauts Commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

**Vu** le décret n° 2009-176 du 16 février 2009 modifiant le décret n° 64-805 du 29 juillet 1964 fixant les dispositions réglementaires applicables aux Préfets ;

**Vu** le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

**Vu** le décret du 17 décembre 2015 nommant **M. Didier LAUGA**, Préfet du Gard ;

**Vu** la convention en date du 9 octobre 2017 relative à la mise à disposition auprès du préfet du Gard de **M. Michaël PULCI**, en qualité de délégué du préfet dans les quartiers situés dans les communes de Bagnols-sur-Cèze (quartiers Escanaux – Coronelle – Citadelle – Vigan Braquet), de Pont Saint Esprit (quartier Centre ancien) et d’Uzès (quartier prioritaire d’Uzès) et précisant les fonctions des délégués du préfet ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard ;

## **Arrête**

**Article 1** : Délégation de signature est donnée à **M. Michaël PULCI**, délégué du préfet dans les quartiers situés dans les communes de Bagnols-sur-Cèze (quartiers Escanaux – Coronelle – Citadelle – Vigan Braquet), de Pont Saint Esprit (quartier Centre ancien) et d’Uzès (quartier prioritaire d’Uzès) à l’effet de signer, dans la limite de ses attributions, les correspondances diverses n’emportant pas décision.

**Article 2** : Demeurent réservées à la signature du préfet :

- toutes correspondances adressées aux cabinets ministériels ainsi que celles destinées aux administrations centrales,
- toutes correspondances adressées aux élus notamment les réponses aux interventions des parlementaires, des conseillers départementaux et régionaux.

**Article 3** : Délégation de signature est donnée à **M. Michaël PULCI**, délégué du préfet dans les quartiers situés dans les communes de Bagnols-sur-Cèze (quartiers Escanaux – Coronelle – Citadelle – Vigan Braquet), de Pont Saint Esprit (quartier Centre ancien) et d’Uzès (quartier prioritaire d’Uzès), pour procéder à l’expression des besoins et à la constatation du service fait (programme 307 : administration territoriale Ministère de l’Intérieur) dans la limite du budget annuel qui lui est alloué.

**Article 4** : En cas d’absence ou d’empêchement de **M. Michaël PULCI**, **Mme Michèle Añel-Dios**, **Mme Monique Feger**, **Mme Yasmine Fontaine**, **M. Didier Jaffiol**, ont délégation pour signer en lieu et place de **M. Michaël PULCI**, hors les exceptions visées à l’article 2.

**Article 5** : Toutes dispositions antérieures relatives à une délégation de signature sont abrogées.

**Article 6** : Le présent arrêté prend effet dès sa publication.

**Article 7** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Le préfet,**

**signé**

**Didier LAUGA**



Préfecture du Gard

30-2017-12-29-017

arrêté donnant donnant délégation de signature à Madame  
Michèle Añel-Dios,  
déléguée du Préfet dans les quartiers Pissevin et Valdegour  
*arrêté donnant donnant délégation de signature à Madame Michèle Añel-Dios,  
déléguée du Préfet dans les quartiers Pissevin et Valdegour à Nîmes*





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU GARD

Préfecture

Direction de la citoyenneté  
et de la légalité

Bureau de la coordination  
administrative interministérielle  
Réf. : DCL-BCAI

Nîmes, le 29 décembre 2017

## **ARRETE n°DL-2017-12- 29-03**

**donnant délégation de signature à Madame Michèle Añel-Dios,  
déléguée du Préfet dans les quartiers Pissevin et Valdegour à Nîmes**

**Le Préfet du Gard,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

**Vu** le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

**Vu** le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des Préfets de région et à la délégation de signature des Préfets et des Hauts Commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

**Vu** le décret n° 2009-176 du 16 février 2009 modifiant le décret n° 64-805 du 29 juillet 1964 fixant les dispositions réglementaires applicables aux Préfets et le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

**Vu** le décret du 17 décembre 2015 nommant **M. Didier LAUGA**, Préfet du Gard ;

**Vu** la convention en date du 19 décembre 2014 relative à la mise à disposition auprès du préfet du Gard de **Mme Michèle Añel-Dios**, en qualité de déléguée du préfet dans les quartiers Pissevin et Valdegour à Nîmes et précisant les fonctions des délégués du préfet,

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard ;

## **Arrête :**

**Article 1** : Délégation de signature est donnée à **Mme Michèle Añel-Dios**, déléguée du Préfet dans les quartiers Pissevin et Valdegour à Nîmes à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les correspondances diverses n'emportant pas décision.

**Article 2** : Demeurent réservées à la signature du préfet :

- toutes correspondances adressées aux cabinets ministériels ainsi que celles destinées aux administrations centrales,
- toutes correspondances adressées aux élus notamment les réponses aux interventions des parlementaires, des conseillers départementaux et régionaux.

**Article 3** : Délégation de signature est donnée à **Mme Michèle Añel-Dios**, déléguée du préfet dans les quartiers Pissevin et Valdegour à Nîmes, pour procéder à l'expression des besoins et à la constatation du service fait (programme 307 : administration territoriale-Ministère de l'Intérieur) dans la limite du budget annuel qui lui est alloué.

**Article 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de **Mme Michèle Añel-Dios**, **Mme Monique Feger**, **Mme Yasmine Fontaine**, **M. Didier Jaffiol** et **M. Michaël Pulci** ont délégation pour signer en lieu et place de **Mme Michèle Añel-Dios**, hors les exceptions visées à l'article 2.

**Article 5** : Toutes dispositions antérieures relatives à une délégation de signature sont abrogées.

**Article 6** : Le présent arrêté prend effet dès sa publication.

**Article 7** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Le préfet,**

**signé**

**Didier LAUGA**

Préfecture du Gard

30-2017-12-29-016

arrêté donnant délégation de signature à Mme  
Yasmine FONTAINE

déléguée du Préfet dans les quartiers Chemin Bas

d'Avignon, *donnant délégation de signature à Mme Yasmine FONTAINE,*  
*déléguée du Préfet dans les quartiers Chemin Bas d'Avignon, Mas de Mingue, Clos d'Orville,*

Richelieu, les Oliviers, Route de Beaucaire,

*Gambetta, Scherler, Niviat, Route de Beaucaire,*  
*Nemausus-Jonquille-Haute Magaille*  
Nemausus-Jonquille-Haute Magaille

à Nîmes



PRÉFET DU GARD

Préfecture

Direction de la citoyenneté  
et de la légalité

Bureau de la coordination  
administrative interministérielle  
Réf. : DCL-BCAI

Nîmes, le 29 décembre 2017

## ARRETE n° DL-2017-12-29-02

**donnant délégation de signature à Mme Yasmine FONTAINE  
déléguée du Préfet dans les quartiers Chemin Bas d'Avignon, Mas de Mingue, Clos  
d'Orville, Gambetta Richelieu, les Oliviers, Route de Beaucaire,  
Nemausus-Jonquille-Haute Magaille  
à Nîmes**

**Le Préfet du Gard,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

**Vu** le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

**Vu** le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des Préfets de région et à la délégation de signature des Préfets et des Hauts Commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

**Vu** le décret n° 2009-176 du 16 février 2009 modifiant le décret n° 64-805 du 29 juillet 1964 fixant les dispositions réglementaires applicables aux Préfets ;

**Vu** le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

**Vu** le décret du 17 décembre 2015 nommant **M. Didier LAUGA**, Préfet du Gard ;

Hôtel de la Préfecture – 10 avenue Feuchères – 30045 NIMES CEDEX 9  
Tél : 0.820.09.11.72 (0,118 € / minute depuis une ligne fixe) – Fax : 04.66.36.00.87 – www.gard.gouv.fr

**Vu** la convention en date du 26 décembre 2017 relative à la mise à disposition auprès du préfet du Gard de **Mme Yasmine FONTAINE**, en qualité de déléguée du préfet dans les quartiers Chemin Bas d'Avignon, Mas de Mingue, Clos d'Orville, Gambetta Richelieu, les Oliviers, Route de Beaucaire, Nemausus-Jonquille-Haute Magaille à Nîmes et précisant les fonctions des délégués du préfet ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard ;

## **Arrête**

**Article 1** : Délégation de signature est donnée à **Mme Yasmine FONTAINE**, déléguée du préfet dans les quartiers Chemin Bas d'Avignon, Mas de Mingue, Clos d'Orville, Gambetta Richelieu, les Oliviers, Route de Beaucaire, Nemausus-Jonquille-Haute Magaille à Nîmes à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les correspondances diverses n'emportant pas décision.

**Article 2** : Demeurent réservées à la signature du préfet:

- toutes correspondances adressées aux cabinets ministériels ainsi que celles destinées aux administrations centrales,
- toutes correspondances adressées aux élus notamment les réponses aux interventions des parlementaires, des conseillers départementaux et régionaux.

**Article 3** : Délégation de signature est donnée à **Mme Yasmine FONTAINE**, déléguée du préfet dans les quartiers Chemin Bas d'Avignon, Mas de Mingue, Clos d'Orville, Gambetta Richelieu, les Oliviers, Route de Beaucaire, Nemausus-Jonquille-Haute Magaille à Nîmes, pour procéder aux expressions des besoins et à la constatation du service fait (programme 307 : administration territoriale-Ministère de l'Intérieur), dans la limite du budget annuel qui lui est alloué.

**Article 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de **Mme Yasmine FONTAINE**, **Mme Michèle Añel-Dios**, **Mme Monique Feger**, **M. Didier Jaffiol** et **M. Michaël Pulci** délégués du préfet, ont délégation pour signer en lieu et place de **Mme Yasmine FONTAINE**, hors les exceptions visées à l'article 2.

**Article 5**: Toutes dispositions antérieures relatives à une délégation de signature sont abrogées.

**Article 6** : Le présent arrêté prend effet dès sa publication.

**Article 7** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Le préfet,**

**signé**

**Didier LAUGA**



Préfecture du Gard

30-2018-01-02-001

arrêté portant délégation de signature  
aux membres du corps préfectoral durant les permanences

*arrêté portant délégation de signature  
aux membres du corps préfectoral durant les permanences*

Préfecture  
Direction de la citoyenneté  
et de la légalité  
Bureau de la coordination  
administrative interministérielle

Nîmes, le 2 janvier 2018

## ARRETE

### portant délégation de signature aux membres du corps préfectoral durant les permanences

**Le Préfet du Gard,  
Chevalier de la Légion d'honneur,**

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

**Vu** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 27 avril 2012 nommant **M. Gilles BERNARD**, administrateur civil hors classe, sous-préfet hors classe, sous-préfet du Vigan ;

**Vu** le décret du 27 août 2015 nommant **M. Olivier DELCAYROU**, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, sous-préfet d'Alès ;

**Vu** le décret du 17 décembre 2015 nommant **M. Didier LAUGA**, préfet du Gard ;

**Vu** le décret du 27 juillet 2016 nommant **M. François LALANNE**, administrateur civil hors classe, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture du Gard ;

**Vu** le décret du 13 décembre 2017 nommant **M. Thierry DOUSSET**, attaché d'administration hors classe, détaché en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Gard ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard ;



## Arrête :

**Article 1** : pendant les permanences, délégation de signature est donnée à :

- M. François LALANNE, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture du Gard, désigné dans le tableau hebdomadaire arrêté par le préfet du Gard,
- M. Gilles BERNARD, sous-préfet du Vigan, désigné dans le tableau hebdomadaire arrêté par le préfet du Gard,
- M. Olivier DELCAYROU, sous-préfet d'Alès, désigné dans le tableau hebdomadaire arrêté par le préfet du Gard,
- M. Thierry DOUSSET, directeur de cabinet du préfet du Gard, désigné dans le tableau hebdomadaire arrêté par le préfet du Gard,

à l'effet de signer les documents suivants :

- les arrêtés de suspension des permis de conduire ;
- les arrêtés de refus de séjour, d'invitations à quitter le territoire, d'obligations de quitter le territoire, d'assignation à résidence, d'interdiction de retour et de circulation, de réadmission ;
- les arrêtés de placement et de maintien en rétention administrative et les décisions de sortie ainsi que toutes les réquisitions à ces fins, les demandes consulaires, les saisines des juges judiciaires en matière de prolongation de rétention administrative ;
- les mémoires et requêtes déposés devant les juridictions judiciaires et administratives.
- les arrêtés, décisions, actes, correspondances et documents en matière de soins psychiatriques sur décision du représentant de l'État ;
- les actes pris en application de la réglementation de la circulation conformément aux dispositions des articles R225 et R225-1 du Code de la route ;
- les arrêtés d'immobilisation et de mise en fourrière des véhicules pour certaines infractions, dans le cadre de la LOPPSI ;
- les mesures d'opposition à sortie du territoire.
- les instructions et réquisitions de forces de police et de gendarmerie en vue d'assurer des missions de maintien de l'ordre public ;
- les arrêtés autorisant un transport de corps à l'étranger ;
- les arrêtés autorisant une incinération ;
- les arrêtés interdisant une manifestation publique (manifestations aériennes, concerts, spectacles, etc.) ;

- les arrêtés autorisant ou interdisant une manifestation sportive sur route ou à caractère nautique.

**Article 2** : Le présent arrêté prend effet dès sa publication.

**Article 3** : Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le sous-préfet d'Alès, le sous-préfet du Vigan et le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gard.

**Le préfet,**

**signé**

**Didier LAUGA**